
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. XLI.

Du Lundi 3 Août 1789.

*Débats sur la déclaration des droits de l'homme & du
citoyen.*

FAUT-IL, ou ne faut-il pas, une déclaration, des droits, distincte & séparée de la constitution, ou bien ces deux chartres doivent-elles être confondues en une seule ?

Telle est la question soumise aux débats.

Il étoit naturel que sur un objet aussi important, on parlât du vœu des commettans avant que leurs députés présentassent leur opinion personnelle ; aussi M. Durand de Maillanne, qui a parlé le premier, a dit qu'il étoit chargé, par son bailliage de réclamer une déclaration des droits de l'homme, comme base de la constitution, & des principes qui doivent diriger toutes les assemblées nationales ; déclaration qui devroit être affichée dans les villes, dans les tribunaux, & même dans les églises ; c'est la première porte, a-t-il ajouté, par laquelle nous devons entrer dans l'édifice de la constitution nationale.
Le principe de la loi n'est pas la loi, un peuple qui a

Tome II,

A



perdu ses principes, & qui réclame la restitution de ses droits imprescriptibles, doit les publier. Ce sont des vérités premières & nécessaires pour établir une constitution. C'est de là que dérivent les loix positives; quelques-uns redoutent la publication de ces principes, mais la vérité n'a pas de plus grand ennemi que les ténèbres. Le peuple sera plus soumis aux loix en voyant leur origine & leurs principes.

« Je viens vous présenter, a dit M. Crénière, ce que j'ai médité dans le calme de la retraite & d'une existence obscure. Je n'ai eu pour guide que ma raison, pour mobile que l'amour de l'humanité. »

Il me paroit que ces deux guides n'ont pas trompé M. Crénière. Il a exposé, avec beaucoup de force & de précision, les principes relatifs à la division & à l'institution des différens pouvoirs; il a expliqué ce qu'il faut entendre par le mot de *constitution*, qui déjà a reçu bien des acceptions diverses; il a dit que de simples *maximes* de morale ne sont pas des *droits*, & il a lu un projet de constitution, avec un préambule, mais sans *déclaration des droits*.

« Nous devons jeter les fondemens avant d'élever l'édifice, a dit M. le comte de Montmorenci, nous devons poser les principes avant de tirer les conséquences; nous devons à nos commettans & à nos successeurs, nous devons à la patrie, une déclaration des droits; c'est une vérité à l'appui de laquelle se présente l'exemple de l'Amérique; les droits de l'homme sont éternels, inaliénables, imprescriptibles; ils existent toujours où ils n'existerent jamais. Une déclaration de ces droits doit être claire, précise; loin de nous l'idée qu'il ne faut pas éclairer le peuple. . . . Serions-nous ici, si les Français ne l'eussent pas été? Il faut travailler pour toutes les classes, pour tous les individus, pour ceux qui ont des lumières, & pour ceux qui

n'en ont pas ; il convient à la France & au dix-huitième siècle , de présenter un code de sagesse , qui devienne celui de toutes les nations. Je voudrois une déclaration des droits , raisonnée & motivée. »

M. de Castellane a développé la même opinion , en réfutant quelques objections prises de l'innutilité & du danger que quelques personnes voient dans l'adoption d'une déclaration préliminaire. « L'expérience , a-t-il dit , répond à l'inutilité qu'on oppose. En parcourant la surface du globe , on seroit effrayé de la multitude des nations qui n'ont conservé qu'une très-foible partie de leurs droits. En Amérique , en Angleterre même , les hommes n'ont pu secouer entièrement leurs chaînes , parce que tous leurs droits y sont méconnus ; mais c'est de la France dont nous devons nous occuper. Si l'on en excepte le règne de Charlemagne , elle n'a cessé de gémir sous les plus honteuses oppressions. . . . Il faut déclarer quels sont nos droits ; il faut qu'ils soient connus de toute la nation. C'est alors que le peuple les défendra ; comment , les parlemens qui ne pouvoient pas se soustraire eux-mêmes aux lettres de cachet , auroient-ils pu être les gardiens de nos libertés ? »

M. Grandin a cru qu'une déclaration des droits , renfermoit nécessairement des matières abstraites & sujettes à des discussions , qu'il n'étoit pas prudent d'exposer les droits , sans établir les devoirs ; une déclaration des droits est comme un traité de morale qui ne seroit pas entendu de toutes les classes des citoyens , & dont on pourroit abuser.

M. Target a pensé , « qu'appelés à fixer la constitution française & le bonheur des citoyens , les représentans de la nation étoient chargés d'établir la déclaration qui en fait partie ; c'est le bonheur des individus qui est le but de la déclaration , la constitution en est le moyen. On nous propose de laisser ignorer aux hommes quels sont

les droits qui leur appartiennent ; cette assertion est étonnante ; les droits de l'homme ne sont pas connus des tyrans de l'Asie ni de leurs esclaves. Pour former un peuple libre il faut lui apprendre quels sont les droits de la liberté : aucune vérité ne peut jamais lui nuire ; elle lui apprend quels sont ses droits & ses devoirs.

Il n'est plus temps de réduire les hommes à l'ignorance. Conduisons-les au bonheur par les lumières , c'est alors que la tyrannie ministérielle sera détronée, ou plutôt qu'elle n'environnera plus le trône.

C'est pour nous, c'est pour nos commettans, & pour les races futures que nous devons graver sur l'airain les principes des loix naturelles. Il faut faire une déclaration des droits qui précédera la constitution. Nous ne pouvons nous en dispenser sans violer ceux de nos commettans. »

« Une déclaration des droits de l'homme, disoit M. le duc de Lévis, doit être une suite des vérités simples tirées de sa nature. Elle doit, comme son nom l'indique, déclarer & ne jamais ordonner. Ce sont les loix qui fixent les droits, qui prescrivent les devoirs ; ce sont elles qui établissent l'état du citoyen. Elles seules peuvent donc contribuer à son bonheur, & la déclaration des droits seroit un chef-d'œuvre, que la société n'y trouveroit pas son bonheur si la loi étoit mauvaise. Ces raisons suffiroient peut-être pour prouver l'inutilité d'une déclaration des droits, capable même de devenir dangereuse parce que l'ignorance pourroit en abuser. » D'après ces raisons, M. de Lévis soumettoit à l'assemblée son opinion, tendante à ce que la déclaration des droits suivit la constitution comme une espèce de traité succinct des droits & des devoirs d'un citoyen français. »

M. Rouffelet pensoit, au contraire, que l'homme doit jouir de tous les droits que la nature lui a donné, & qu'il faut que la déclaration de ces droits précède la constitution.

« La constitution d'un empire , a dit M. l'évêque de Langres , n'a pas besoin d'une déclaration des droits. Le citoyen d'une république a les mêmes que le sujet d'une monarchie.

» La constitution est un code & un corps de loix ; tout ce qui n'est pas loi ne doit pas faire corps avec la constitution. Les principes parlent à la raison pour la convaincre , & les loix à la volonté pour la soumettre ; il y a beaucoup de personnes qui ne feroient pas en état d'entendre les maximes que vous leur présenterez , non que je veuille qu'on tienne le peuple dans l'ignorance , mais je voudrois qu'on l'éclairât par des livres , & non par la loi , ni par la constitution. Je propose donc que la déclaration des droits ne soit pas insérée dans la constitution , & qu'on y ajoute seulement un préambule simple & clair , qui ne renferme que des maximes incontestables. »

M. Barnave a terminé les débats de cette séance , en disant : « La nécessité de la déclaration des droits a été démontrée avec beaucoup d'évidence , cependant quelques-uns ont pensé qu'elle pourroit être dangereuse , d'autres ont craint de rétablir la liberté primitive des hommes sortant des forêts , mais il faut connoître leurs droits avant de les établir.

La déclaration des droits a deux utilités pratiques ; la première , est de fixer l'esprit de la législation , afin qu'on ne le change pas à l'avenir ; la seconde , est de guider l'esprit lorsqu'il s'agit de faire le complément de cette même législation qui ne prévoit pas tous les cas , quelque étendue qu'elle soit.

. On a cru qu'elle étoit dangereuse & inutile , parce qu'elle étoit écrite dans tous les cœurs , mais depuis que la nation françoise existe , les philosophes & les poli-

riques lui reprochent sa facilité à oublier ses avantages & l'esprit de système qui ne lui permet pas d'en jouir. Quant au danger que le peuple abusera de ses droits dès qu'il les connoitra, il suffit de parcourir l'histoire pour dissiper toutes ces craintes; les peuples philosophes & éclairés sont tranquilles, les peuples ignorans s'agitent dans l'inquiétude..... Je crois qu'il est indispensable de mettre à la tête de la constitution une déclaration des droits dont l'homme doit jouir, qu'il faut qu'elle soit simple, à portée de tous les esprits, & qu'elle devienne le *cathéchisme national*. La députation de l'amirauté de France est venue mettre fin à ces débats : M. Prousteau de Montlouis, lieutenant-général de l'amirauté, a porté la parole, & a demandé à l'assemblée nationale sa protection pour le commerce.

M. le président a répondu : « Chargée de régénérer toutes les branches de l'administration du royaume, l'assemblée nationale prendra en considération celle qui jusqu'à présent vous a été confiée, & qui, dans une sage législation, peut utilement influencer sur la liberté, la sûreté & l'activité du commerce.

» Elle agréee avec satisfaction les hommages que l'amirauté de France lui présente. »

La députation de la ville de Sens s'est présentée aussi pour adhérer de la manière la plus formelle aux délibérations & aux décrets de l'assemblée nationale; M. le président a répondu qu'elle agréait les respectueux hommages de la ville de Sens.

Il a annoncé ensuite que l'assemblée se diviserait en bureaux à six heures, pour élire un président & des secrétaires.

Le comité d'informations ou de recherches, établi par un décret de l'assemblée du 28 juillet, a été composé par la voie du scrutin, de MM. Duport, l'évêque de Chartres, le duc de la Rochefoucault, Glezen, Fréteau,

Tronchet, Rubell, Dandr , le comte de Virieu, Camus, Bouche & Pethion de Villeneuve.

Le comité du rapport destiné   d barraffer l'assemblée d'une infinité de détails qui, quoiqu'intéressant, absorboient trop de tems, a été composé de MM. le comte de Tessé, Grangi , Salomon, Alquier, le baron de Marguerite, le marquis de Fumel, le comte de Crillon, l'évêque de Saint-Flour, le chevalier de Boufflers, Regnier, Prugnon, l'abbé d'Eymard, le comte Dantraigne, le duc de Villequier, Lavie, Gros, Beaum , le duc de Praslin, le prince de Broglie, Hiverneau, Bevi re, Chaillon, Babey, Regnault, du Cellier, d'Inochaut, le Noir de la Roche, de Traci, Arnault, & l'abbé de Montesquiou. *président*, M. le duc de Praslin; *Vice-président*, M. l'évêque de Saint-Flour; *Secrétaires*, MM. Regnault & Salomon.

N. B. Il s'est glissé une erreur n . XXXVI, page 282, ligne 6. Le nom de M. de Beaum  ne devoit être mis qu'  la ligne 11, & il n'y a que ce qui est entre les guillemets qui lui appartienne.

Dans le n . XXXVIII, page 351, ligne 24, on n'a pas séparé le discours des commissaires-généraux des bureaux des finances provinces, de celui du bureau des finances de Paris qui commence   la vingt-quatrième ligne; c'est-là qu'on a oublié d'imprimer la réponse de M. le duc de Liancourt, président,   messieurs les commissaires-généraux; on la met ici.

M E S S I E U R S,

« Les représentans de la nation choisis librement par elle, ne pouvoient jamais avoir d'autre desir que celui de concourir de tous leurs moyens & de toutes leurs facultés au bonheur de leur patrie; un roi citoyen les y invite & s'unit   eux dans cette patriotique intention. Ils se flattent

de réussir dans cet important ouvrage , & de faire , par l'heureuse régénération de la constitution française , bénir d'âge en âge l'assemblée nationale : ils me chargent , Messieurs , de vous dire qu'ils agréent votre hommage , & qu'ils en sont satisfaits.

« L'assemblée nationale examinera le mémoire que vous lui présenterez avec la plus profonde attention qu'elle portera toujours aux objets qui peuvent intéresser le bien de l'état.

A V I S.

On souscrit à Paris chez C U S S A C , Libraire , N^o. 7 & 8 , au Palais-Royal , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. pour la province franc de port dans tout le royaume.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

C O M I T É P R O V I S O I R E.

Permis à la Poste de faire passer dans la province le journal intitulé : *Point au Jour* , à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'Imprimeur. A Paris , ce 27 juillet 1789. Signés PITRA , BOURRÉE DE CORBERON , LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de BALLARD , Imprimeur du Roi ,
rue des Mathurins.